



Alejandro Jara
Vice-directeur général de l'OMC

Cela fait exactement 10 ans que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est engagée dans de longs pourparlers concernant un accord rendant le commerce mondial plus libre, mais aussi plus équitable. Une nouvelle date butoir pour l'aboutissement du Cycle de Doha a été fixée pour décembre, mais tout porte à croire que, une fois de plus, le moment ne sera pas venu de sabrer le champagne.

TEXTE **SOFIE BRUTSAERT**
PHOTO **OMC**



Plan B pour le commerce mondial

Votre directeur, Pascal Lamy, a récemment admis pour la première fois lors d'une réunion informelle que les 'membres

ont reconnu la gravité de la situation dans laquelle se trouve le Cycle de Doha'. Osez-vous ouvertement parler d'un échec des négociations ?

"Toutes les négociations de cette ampleur et de cette complexité traversent des crises, même si on voit généralement la lumière au bout du tunnel. Cette fois, quelqu'un a éteint la lumière... C'est un échec dans le sens où nous ne respectons pas les dates butoirs proposées par les membres eux-mêmes. Nous aurions aussi pu finir plus tôt moyennant les bons processus et le bon contexte politique. Mais le cycle

n'est pas mort et personne ne veut sa mort. Ce qui veut dire que certaines choses doivent changer, car continuer sans fin sur la même voie n'a pas de sens."

Proposer une date butoir de 10 ans, cela n'incite pas vraiment à s'activer...

"Mais beaucoup a déjà été réalisé ! Et ce qui a été fait comprend beaucoup d'avantages pour les pays en voie de développement. Reporter la conclusion finale signifie pour ces pays pauvres également reporter tous les éléments positifs sur lesquels on est déjà d'accord aujourd'hui. J'admets toutefois que certains pays se trouvent dans un contexte politique difficile pour faire une percée aujourd'hui. Ce n'est pas le temps qui manque dans de nombreux domaines clés, mais la volonté

"J'admets que certains pays se trouvent dans un contexte politique difficile pour faire une percée aujourd'hui"

► politique. Le problème, ce n'est pas non plus le nombre de membres qui sont assis autour de la table, car même si nous pouvions réduire ce nombre aux dix principaux partenaires commerciaux, les mêmes suspects seraient encore toujours là. Nous serions avec ces dix-là exactement dans la même situation qu'aujourd'hui."

QUI EST ALEJANDRO JARA?

Alejandro Jara (1949) est né à Santiago au Chili. Il a fait ses études secondaires à Rio de Janeiro (Brésil) et à Santiago. En 1973, il a obtenu un diplôme de droit à l'Universidad de Chile. Grâce à une bourse Fulbright, il a poursuivi ses études à la faculté de droit de l'Université California à Berkeley (1975-1976). Il a entamé sa carrière au service diplomatique du Chili, où il s'est spécialisé dans les relations économiques internationales. Il a fait partie de la délégation du Chili lors des négociations du GATT, et a été négociateur principal pour l'Accord de libre-échange entre le Chili et le Mexique. En juillet 1999, il a été désigné Directeur général pour les relations économiques internationales. En juin 2000, A. Jara a été nommé représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation mondiale du commerce, à Genève. Aujourd'hui, il est président de la Special Session of the Council for Trade in Services, au sein de laquelle se négocie le Cycle de Doha. A. Jara est vice-directeur général de l'OMC. ◀

Mais il semble aussi difficile d'arriver à une conclusion radicale. Diverses voix laissent entendre que personne ne veut laisser tomber le mandat de Doha. Qu'en est-il exactement ?

"Le cycle de Doha doit devenir une ronde de négociations acceptable, et c'est la raison pour laquelle un ordre du jour comprenant de nombreux thèmes représentant des domaines d'intérêts très différents a été proposé. Chaque pays voit dans l'ordre du jour actuel un ou plusieurs aspects qui sont dans son intérêt et qu'il estime très importants, et qu'il ne veut donc pas voir disparaître de l'ordre du jour. Pour certains pays, la suppression de certaines subventions à la pêche est un point important, pour d'autres, il s'agit de la libéralisation du commerce et de l'agriculture. Pour d'autres encore, les deux aspects peuvent être aussi importants. Lors de la ronde précédente – le Cycle d'Uruguay –, l'agriculture a, pour la première fois, été introduite dans le système multilatéral de règles convenues. Mais c'est aujourd'hui vraiment la première fois qu'une tentative sérieuse est entreprise pour libéraliser l'agriculture : baisse des tarifs et suppression progressive – voire élimination – de certaines subventions. Les pays qui ont un secteur agricole efficace n'apprécient pas d'être privés de cette aide."

Il ressort des récents discours de Pascal Lamy qu'il a pour ambition de présenter en décembre une sorte de Plan B, un accord final, mais pas sur tous les points de l'ordre du jour initialement prévus.

"Le groupe dit 'des 5' (États-Unis, Union européenne, Brésil, Chine et Inde) est arrivé il y a quelques mois à la conclusion que le fossé entre ce qui est proposé et ce qu'ils considèrent comme acceptable est trop grand pour arriver à un accord. Et ils ont jeté l'éponge. D'autres ont ensuite tenté de jeter un pont, mais cela s'est avéré impossible. Il est donc un fait que nous ne

clôture pas le Cycle de Doha à la fin de cette année. Certaines choses doivent de toute façon changer. Et c'est précisément ce que les autorités analysent pour l'instant. Le but est de présenter lors de la réunion des ministres de décembre un projet sur la manière dont nous aborderons l'ordre du jour dans le futur. Nous pourrions peut-être aussi engranger une moisson précoce, c'est-à-dire que nous pourrions arrêter certains aspects qui font déjà l'unanimité. Un grand nombre de ces aspects profitent d'ailleurs aux pays les plus pauvres, tels qu'un accès en franchise de droits de douanes et de quotas au marché des pays les moins développés, ou un mécanisme de transparence pour le commerce préférentiel – qui est par ailleurs déjà en vigueur, mais que nous avons la possibilité de rendre définitif. Il y a encore sur la table un accord concernant les procédures relatives à la conclusion d'accords commerciaux, et une entente existe en vue de faire quelque chose en faveur des pays africains producteurs de coton..."

Un tel 'accord préalable' doit-il sauver la crédibilité de l'OMC ?

"La question suggère que cette crédibilité est entachée. Je pense que l'OMC reste le meilleur moyen de stimuler la coopération internationale, et est de loin le meilleur système pour trancher des conflits commerciaux internationaux, ainsi que le mécanisme le plus sophistiqué dont nous disposons dans les relations économiques internationales. Personne ne le nie. Si toutefois nous n'enregistrons pas de résultats maintenant, certains pays pauvres se demanderont quel est encore l'intérêt pour eux. Ils se diront que si nous ne sommes même pas capables d'apporter une réponse à leurs besoins spécifiques et très urgents, atteindre un consensus là-dessus, tout autre accord est trop ambitieux."

Les résultats qui tardent à se dégager à l'OMC ont en tout cas incité l'Union européenne à conclure des accords bilatéraux avec des pays tels que la Corée, l'Inde, etc. N'est-ce pas là un blâme pour le multilatéralisme ?

"Certains pays souhaitent aller plus vite et libéraliser leurs économies sur une base réciproque : des partenaires commerciaux préférentiels et des accords bilatéraux de libre-échange sont des moyens d'y arriver. Il y a en outre la lutte contre la discrimination : si l'Union européenne voit que la Corée négocie un accord de libre-échange avec les États-Unis, elle ne peut pas rester les bras croisés, sinon l'Europe perdra sans

"Je pense que l'OMC reste le mécanisme le plus sophistiqué dont nous disposons dans les relations économiques internationales"

► aucun doute le marché. L'Union européenne se mettra donc à son tour à négocier avec la Corée. C'est une spirale sans fin. Ce n'est peut-être pas la solution la plus optimale, mais les pays évoluent au moins dans la bonne direction : ils libéralisent leur commerce, leurs services et leurs investissements. Et c'est une bonne chose. Mais cela étant dit, de nombreux pays pauvres ne prennent pas part à ce processus, et il y a aussi certaines choses qui ne peuvent pas se résoudre sur une base bilatérale : la politique agricole commune de l'Union européenne ou des États-Unis ne pourra pas être démantelée de cette manière."

Conclure un accord bilatéral est pourtant déjà si difficile. Est-il réaliste d'espérer que les partenaires commerciaux du monde entier seront un jour d'accord ?

"Conclure un accord de libre-échange semble plus facile parce qu'on ne parle qu'avec un seul partenaire, mais c'est en même temps plus difficile parce qu'on ramène les tarifs à zéro. Le but des négociations multilatérales est de faire baisser les tarifs, mais pas nécessairement de les ramener à zéro. L'adaptation qui est demandée peut donc être plus facile à digérer pour les pays. Les tarifs sont en outre déjà très bas. Aujourd'hui, le cadre réglementaire, les normes, les normes privées, les procédures SPS (*), etc., sont beaucoup plus importants. Il y a derrière les frontières des pays tout un monde de règles et d'exigences applicables aux services et aux investissements."

Le commissaire européen Karel De Gucht a déjà affirmé à plusieurs reprises que l'un des grands problèmes du Cycle de Doha est l'aide minimale accordée par les États-Unis. Êtes-vous d'accord avec cette analyse ?

"Je ne fais pas de commentaire là-dessus, ce n'est pas mon rôle de dire qui est responsable. Je pense que c'est un problème collectif. Mais les États-Unis ont un problème parce qu'ils n'ont pas de responsable politique pour la promotion commerciale. Les débats aux États-Unis – dans un contexte de chômage élevé – se déroulent très péniblement. Je ne peux pas dire que les États-Unis portent la plus grande part de responsabilité en ce qui concerne la situation dans le Cycle de Doha, mais l'Union européenne est certainement plus constructive que dans le passé."

Lors de l'European Business Summit récemment organisé par la FEB,

Paolo Fellin, vice-président de Caterpillar, a laissé échapper que 'les effets du Cycle d'Uruguay ont dépassé toutes les attentes chez Caterpillar. À présent que le monde a tant changé, l'impact d'un nouvel accord sera encore plus grand. Dans ce cas, une absence d'accord est un mauvais accord'. Et pourtant, les entreprises ne se pressent pas pour inciter les

Les économies émergentes et les pays en voie de développement ont donc ouvert leurs économies essentiellement de façon unilatérale. Ce qui pose un problème car, très souvent, il y a un décalage entre le tarif auquel on s'est officiellement engagé ('bound level') et le tarif appliqué (nettement inférieur) ! Si l'OMC négocie une formule qui ramène le tarif de 25 à 12, on peut parler d'un grand pas. Mais s'il



ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Établie à : Genève, Suisse

Créée le : 1^{er} janvier 1995

Fondée par : les négociations du Cycle d'Uruguay (1986-1994)

Membres : 153 pays

Budget : 196 millions CHF (francs suisses) en 2010

Personnel : 640

Fonctions : conclusion d'accords commerciaux ; forum pour les négociations commerciales ; règlement de litiges commerciaux ; contrôle de la politique commerciale nationale ; assistance et formation techniques pour les pays en voie de développement ; collaboration avec d'autres organisations internationales

Directeur général : Pascal Lamy

Site web : www.wto.org

dirigeants politiques à conclure un accord. Comment cela se fait-il ?

"Il ressort des statistiques de la Banque mondiale qu'entre 1990 et 2005, il y a eu dans les pays en voie de développement une grande vague de libéralisation du commerce, y compris en ce qui concerne les services et les investissements. Pour ce qui est de la libéralisation du commerce des marchandises, 65% résultait d'accords unilatéraux, 25% d'accords multilatéraux (autrement dit du Cycle d'Uruguay ou de ses dérivés) et 10% d'accords bilatéraux.

lui faut constater que, en réalité, dans la pratique, le tarif n'est que de 6, alors oui, c'est comme si ses négociations n'avaient pas avancé d'un pouce ! C'est sans doute pourquoi beaucoup d'hommes et de femmes d'affaires espèrent toujours davantage de résultats du cycle, parce qu'ils n'obtiennent pas d'accès au marché supplémentaire avec ce qui est négocié." ◀

(* SPS signifie Sanitary/Phytosanitary/Food Safety